

# Le Vilain Petit Canard

Le nouveau journal de la CGT Finances Publiques 95

« Ensemble pour être plus forts »



## Les agents de la DGFIP refusent d'être les dindons de la farce !

Bizarre, vous avez dit bizarre? Comme c'est bizarre !

On nous rabâche à longueur de temps que rien ne sert à rien..., que la grève est inutile, que c'est comme ça..., les temps sont durs..., il faut courber l'échine, subir et se taire, tout est soi disant perdu d'avance...

Ce lavage de cerveau contribue largement à la bataille idéologique qui oppose les salariés aux tenants de la rigueur et du libéralisme le plus débridé. Ce discours récurrent tente de nous transformer en moutons de Panurge!!

Pourtant, ceux là même qui tiennent ce discours mortifère, n'ont pas hésité une seconde pour réagir, lorsque l'on s'est attaqué à leur porte monnaie!

En deux temps, trois mouvements, ces "pigeons" patrons de start-up qui s'insurgeaient contre les mesures fiscales du gouvernement se sont organisés, rassemblés et unis, pour manifester bruyamment.

Ils n'ont pas hésité à faire du chantage à l'emploi. Ils ont fait front, face au gouvernement qui voulait les imposer davantage.

Le gouvernement n'a pas mis long feu pour obtempérer, pour donner satisfaction à ces pauvres pigeons.

D'aucuns m'opposeront, que les patrons ont tout pouvoir, car eux, ils détiennent le capital!

C'est vrai, mais les salariés quand ils sont solidaires, détiennent eux aussi le pouvoir!

Que feraient les patrons avec leurs capitaux sans la force de travail des salariés, qui en produisant, apportent une valeur ajoutée qui permet de gonfler encore davantage les profits?

Comment ferait le gouvernement pour accomplir ses missions de services publics sans l'implication sans faille, sans le sens aigu du service public et sans la conscience professionnelle de ses fonctionnaires ?

Pas d'agent, pas de mission de service public !

D'ailleurs, le rapport de force créé par les agents de la DGFIP en 2008 a su mettre en échec plusieurs tentatives néfastes comme la loi mobilité ou l'application de la prime de fonction et de résultat (PFR).

Les politiques régressives et dangereuses appliquées à la DGFIP par les gouvernements successifs mettent en péril nos missions, nos conditions de vie au travail, et l'égalité de traitement des citoyens sur l'ensemble du territoire (plan de fermeture de 80 trésoreries?).

**Alors, prenons le pouvoir, en nous mobilisant le jour du Comité Technique de Réseau (CT au niveau national), tous en grève le 27 novembre dans l'unité syndicale! (appel à la grève de l'intersyndicale CGT, Solidaires, FO, CFDT, CFTC, UNSA, CGC).**



### Carton rouge :

- aux suppressions d'emplois -2023 en 2013- (Combien dans le Val d'Oise?)
- au jour de carence
- au gel des salaires
- à la baisse des budgets de fonctionnement

Pour la reconnaissance des qualifications des agents, par le maintien des plans de qualifications ministériels.

**Plus que jamais, il faut lutter, se syndiquer CGT !**

**Seule la mobilisation des personnels pourra imposer un changement véritablement positif et salutaire !  
L'Action, c'est maintenant !**

Un rassemblement est organisé le 27/11 à 9h30 à Bercy. Le CTR "suppressions d'emplois" est maintenu. Les OS adopteront une position commune de condamnation des suppressions et quitteront la séance.

## Agents de la DGFIP : souriez, vous êtes contrôlés !!!

Le 7 septembre dernier, la DG recevait l'intersyndicale DGFIP mais aussi rédigeait une note (référéncée 2012/08/7324) sur la déontologie des agents vis à vis de leurs obligations fiscales. La DG se prétend ouverte au dialogue mais les organisations syndicales (OS) n'en furent pas informées dans l'immédiat et la note ne fut communiquée officiellement que le 5 octobre.

Cette note qui va renforcer et généraliser le contrôle des dossiers des agents emploie une terminologie et un ton qui ne laisse aucun doute sur le fait que nous sommes tous de fieffés fraudeurs qu'il convient de particulièrement surveiller. Les services du contrôle fiscal appellent « secteur à risque (de fraude) » les entreprises du bâtiment, nettoyage ou gardiennage, est-ce-que les agents du fisc doivent intégrer ce cénacle ?

Une telle sollicitude pour ces fraudeurs potentiels est louable s'il s'avère qu'ils participent à la fraude fiscale qui gangrène notre pays, souhaitons qu'il sera fait de même pour ceux qui pratiquent l'évasion vers les paradis fiscaux. Cette note vise peut être à occuper l'armée de manager qu'est devenue la DGFIP sans enfreindre la sacro sainte liberté d'entreprendre.

Le nid de fraudeurs de la DGFIP sera donc particulièrement surveillé tant au niveau de ses obligations déclaratives que contributives. Il va sans dire que tous les membres de notre administration doivent être exemplaires vis à vis des citoyens pour le respect de leurs obligations et rectitude déclaratives.

Si ce qui est avancé ci dessus n'est que pure spéculation, l'administration enfin consciente des restrictions salariales que nous subissons depuis des décennies, plutôt que d'abonder dans nos revendications salariales préfère nous surveiller pour ce qui est de nos obligations contributives. Et là nous apportons un bémol et serons nous aussi intransigeants. En effet, comme tous les français nous subissons les continuelles baisses de pouvoir d'achat et il est difficile de parler aux autres ou à sa hiérarchie de ses difficultés financières car c'est un domaine où l'on culpabilise. Nous ne doutons pas que la DDFIP du Val d'Oise accompagnera les collègues qui se seront ouverts sur ce type de difficultés pour les aider à les surmonter.

La CGT ne cesse de dénoncer la dégradation salariale des fonctionnaires, aujourd'hui un agent C débutant perçoit 48 centimes de plus que le SMIC ! Et un agent A lui, débute à 116% du SMIC alors qu'en 1985 il percevait 175% du SMIC comme premier salaire. **D'autant que dans le même temps, l'application du jour de carence et l'augmentation de nos cotisations retraite ont ponctionnés encore davantage nos rémunérations.** Donc, sans aucun état d'âme, la CGT sera aux côtés des collègues en difficulté pour acquitter leurs obligations contributives fiscales et qui en plus des intérêts de retard auraient à subir des entretiens ou poursuites disciplinaires.



Toutes et tous ensemble, le 25 novembre 2012, «Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes», rappelons qu'à la CGT aussi, nous luttons contre les violences sexistes et sexuelles au travail !

N'hésitez pas à poser vos questions sur mutation, notation etc..., ou à faire des commentaires (sur vos conditions de travail par exemple) sur la BALF de la CGT dont voici l'adresse : [cgt.ddfip95@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt.ddfip95@dgfip.finances.gouv.fr)

à noter : prochain CTL le 30 novembre sur les conditions de vie au travail



## A bas les privilèges!

Cela ne suffit plus de geler le point d'indice, d'instaurer un jour de carence, de voir nos conditions de travail se dégradées suite à la fonte des effectifs.

Sans limite et sans scrupule, il trouve encore le moyen de rabioter quelques euros !

Devinez comment?

En supprimant une prime de caisse, pourtant bien méritée pour les postes de moins de 5 agents (y compris le/la comptable).

C'est vrai, que par les temps qui courent, qu'il n'y a pas de petites économies et que cette prime de moins de 100 € par an mettrait véritablement les budgets de la DDFIP en péril !

Dès cette année, ce sont donc près de 640 promotions espérées qui sont "sacrifiées".

Le volume global de promotions (par concours, examens professionnels, listes d'aptitude et tableaux d'avancement) pour les années 2013 et suivantes va subir une baisse considérable, et cela est inacceptable !

Les documents préparatoires pour les CAP de liste d'aptitude ( C en B et B en A) sont édifiants. Le contingentement n'est pas précisé car la liste des promus sera forcément très réduite.

Après avoir subi les conséquences des suppressions d'emplois, les agents vont devoir subir une saignée dans les plans de qualifications ministériels.



Mme la ministre de la fonction publique, Marylise Lebranchu, a ouvert le lundi 12 novembre la concertation sur « l'amélioration durable des conditions de vie au travail des fonctionnaires » et agents publics. C'est assez paradoxal quand, dans le même temps, le Président de la république et le Premier ministre annoncent des mesures inquiétantes pour l'emploi public dans le cadre du pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi. Inquiétantes, car nous savons bien que cette soit disant modernisation de la Fonction Publique est sous tendue par la recherche d'économies qui déshumanisent les relations de travail, amènent à une perte de sens du travail et provoquent de grandes souffrances pour l'ensemble des agents.



### Plus de temps à perdre!

Certains d'entre vous ont reçu un message en provenance de la sous-direction de l'action sociale du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, qui vous invitent répondre à un questionnaire sur les vacances.

Le problème est que le lien proposé conduit à une page dont l'accès n'est pas autorisé !

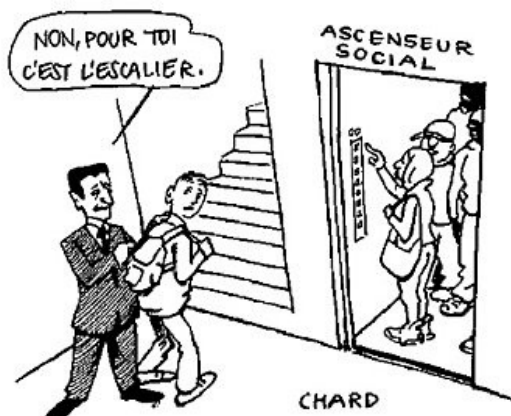
Mais comme l'interlocuteur très malin a tout prévu, le rédacteur du message propose "très gentiment" de le transférer sur votre messagerie privée et de répondre au questionnaire de votre domicile, et bien sûr votre temps libre....

Ca pourrait être risible et anodin si cet exemple était unique!

Mais hélas, comme dans tous les services il faut gagner du temps, certains agents se voient convoquer manu militari par leur chef de service, pour se voir reprochés d'avoir perdu 5 ou 10 minutes si précieuses pour la rentabilité, en prenant , devinez quoi.? ..... une pause café!

Mais qui sont ces agents si irresponsables pour se permettre un tel privilège alors que le service entier croule sous le boulot ???

Alors, à quand, à l'instar de certaines "boîtes" du privée, la mise en place du " bon" pour aller faire pipi ?



### On frôle le ridicule !

Message du Directeur général sur les simplifications au sein des services de la DGFIP:

« La recherche de simplifications, dans une administration aux missions variées et dont la complexité ne cesse de croître, comme la DGFIP doit être une préoccupation permanente. Je souhaite vous associer étroitement à cette démarche, considérant que les agents ont un point de vue privilégié sur ces sujets, qui touchent concrètement à l'exercice au quotidien de leurs tâches. »

Alors qu'en 2012 la DGFIP ne cherchait même plus à justifier les suppressions d'emplois par de prétendus gains de productivité ou des simplifications, la nouvelle équipe dirigeante se fait fort de relancer l'illusion.

Rattaché directement au Directeur Général, le nouveau chargé des simplifications a déjà sévi à France Domaine où il s'est fait l'apôtre de l'externalisation qui rime, dans le vocabulaire directionnel, avec simplification. Avec un objectif de 5 propositions par mois, il ne faut guère se leurrer, ils vont se saisir de ce prétexte pour continuer à supprimer des emplois, avec l'aval en quelque sorte des agents qui leur faciliteront la tâche...

Et ça démarre fort, un espace dédié sur Ulysse et comme tout bon communicant qui se respecte, adepte des cercles de qualité à la Japonaise, on insiste sur la démarche collective qui viendrait de la base et serait, bien sûr, dans l'intérêt des agents, puisque les simplifications, vos simplifications, mes bons sujets, amélioreront vos conditions de travail !

Y'a de quoi se bidonner !

Nous on a une proposition de simplification : c'est que toutes les têtes pensantes en poste à la Direction Générale et dans toutes les instances directionnelles locales et qu'on paye à "réfléchir" pour nous pondre ce genre d'inanités et de truismes en tous genres, viennent plutôt en renfort dans les postes et services en sous effectifs, notamment en périodes d'échéances ! Là ils seraient vraiment utiles, et là ça simplifierait grandement le quotidien des agents !

## PAS MAL ?

De l'esbroufe à la réalité il y a un monde : celui du vécu quotidien des agents des finances.

Le roi de la Com, comprenez le DGFIP, sillonne la France. Vous ne pouvez pas le rater tant son image est omniprésente sur Ulysse.

A un point que cela frise l'indécence : 170 photos de Mr. B.B sur le portail depuis le mois d'août.

Il est partout, même à Saint Denis où les conditions de travail au SIP ont atteint les limites de l'acceptable alors que le site compte 20 VACANCES D'EMPLOIS.

Cependant, pour avoir une idée de la situation, mieux vaut éviter les comptes rendus de visite sur le portail ou le magazine E-fip. Rien ne transparait en effet dans cette brochure publicitaire sur la réalité du terrain et le quotidien des agents après 10 années de destruction d'emplois ininterrompues.

**FONCTIONNAIRES :  
0,5% D'AUGMENTATION EN 2010  
TRAITEMENTS GELES EN 2011  
et 2012**



► **Impôts et Trésor public, ils étaient 141415 agents dans les deux administrations en 2002. Le regroupement des deux entités s'est fait dans la direction générale des finances publiques (DGFIP) qui ne comptait plus, en 2011, que 117250 agents, 24 165 postes étant supprimés.**

► **Les déclarations de revenu : de 33,4 millions en 2002 à 36,9 millions en 2011, soit 10,65 % de plus.**

► **Les avis de taxe d'habitation : de 23,9 millions en 2002 à 30 millions en 2011, soit 25,52 % de plus.**

► **Les entreprises soumises à la TVA sont passées de 3,48 millions en 2002 à 4,82 millions en 2011, soit une hausse de 38,5 %.**

► **Les agents de la DGFIP ont reçu 17 millions de personnes en 2011, soit 10 % de plus qu'en 2010.**

La DG au travers de la démarche stratégique, qui n'est rien d'autre qu'une reprise du DOS, multiplie les ateliers et les rencontres informelles, dans l'unique but de donner caution aux réformes engagées.

Comme les OS le font au niveau national, Boycottons le dialogue social informel au niveau local!!!



**Dernière minute :  
suppression du décret  
« mobilité »**

Le décret sur la mobilité dans la Fonction Publique permettant de suspendre voire de licencier les agents qui refuseraient plusieurs propositions de changement de poste, va être « supprimé » a indiqué le ministère de la Fonction Publique.

Si l'on se satisfait de voir la fin de ce décret que nous avons combattu, il faudra cependant être attentif aux évolutions que proposera le gouvernement pour le remplacer.

Par ailleurs, on ne peut que constater qu'il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour rétablir les acquis du statut de la fonction publique, par exemple en abrogeant l'amendement Lamassoure et la journée de carence...

Il reste aussi à restaurer le pouvoir d'achat des fonctionnaires, mis à mal par des décennies de politiques régressives.

## BULLETIN D'ADHESION

Bulletin à renvoyer au local syndical CGT, avenue B Hirsch, à CERGY

### SECTION :

Actif  Stagiaire  Retraité

**Je souhaite m'abonner à :**

la Nouvelle Vie Ouvrière

**Facultatif > Pour les agents A et A+**

Adhésion à l'UGICT (secteur Cadres & Techniciens)

OUI  NON

L'adhésion à l'Ugict n'entraîne pas de cotisation supplémentaire.

La revue « Option » est adressée à chaque adhérent à l'UGICT.

RESERVÉ A LA SECTION

Saisie CoGITiel par la section

le: .. / .. / ..

Date de réception au bureau national,

le: .. / .. / ..

NOM : .....

Prénom : .....

Date de naissance : .. / .. / ..

Catégorie : ..... Grade : ..... Echelon : .....

Filière fiscale  Filière gestion publique

Adresse administrative : .....

Adresse pour l'envoi de la presse :

Adresse administrative  Adresse personnelle (préciser) : .....

Tél. : .....

Mel : .....

Date: .. / .. / .. Signature : .....